

[Texte]

Those kinds of things were being developed behind closed doors when Indian people were being told that they were going to be dealing on an open table with respect to their aboriginal title and rights. The unveiling of this activity, if I can state it very conservatively, is very underhanded.

• 1620

Mr. Allmand: Are any of the member bands of the Union of B.C. Indian Chiefs negotiating a claim with the government at the present time on a basis you feel is more appropriate to what you would like? I say that because across the country we know all sorts of and claims are being negotiated with the government.

They are different. Some have been settled. You have the Sechelt bill. You have the Inuvialuit in the Mackenzie Delta which settled just a few years ago. It is different again. You have the Dene. You have the Council for Yukon Indians. You have the Nishga in B.C. You have in northern Ontario . . .

Mr. Gervais: James Bay Indians.

Mr. Allmand: Up around Timmins you have . . . In other words, what I am saying is each band or each nation has come to this with a different approach. They are not all Indians. Some of them are Inuit—and including the Cree in Northern Quebec . . . We are aware of all these claims. They are all a little bit different. None of them is exactly the same. I am wondering if any of your own members are presently negotiating a claim on the basis of what you describe in your brief?

Mr. Terry: I would not say we are actively negotiating, although there are some members of the bands who have put forward submissions to the comprehensive claims process and then found out they could not withdraw from that list. However, I would like to point out the Union of B.C. Indian Chiefs has written to the Prime Minister requesting some time to meet with him and his caucus to submit our aboriginal rights and title position paper.

That particular paper is the one in which we gauge all government initiatives put out. I think it clearly outlines the position from which we come in relationship to the land question. We submit Indian oil initiatives which government has put forward have moved us away from settling properly the trust relationship which exists now. As was described, they are trying to put us at the lowest common denominator which could be chosen or reached with Indian people. We cannot accept that.

We will certainly be approaching the current government to submit our paper to them and also bringing it to the attention

[Traduction]

présenté par Nielsen au Cabinet a été rendu public presque immédiatement après la Conférence des premiers ministres.

Voilà donc le genre de choses qui se passent à huis clos, alors qu'on dit aux Indiens qu'on va traiter avec eux de façon ouverte dès lors qu'il s'agit de leurs titres et de leurs droits aborigènes. Mais toutes ces activités, si elles sont effectivement dévoilées, je le dis de façon très conservatrice, ne le sont qu'avec parcimonie.

M. Allmand: N'y a-t-il pas des bandes membres de l'Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique qui négocient actuellement une revendication territoriale avec le gouvernement à partir d'une position qui correspondrait selon vous mieux à ce que vous voudriez? Si je le dis, c'est qu'actuellement, dans tout le Canada, il y a une multitude de revendications territoriales qui sont en cours de négociation avec le gouvernement.

Les cas sont différents. Certains ont déjà été réglés. Il y a le projet de loi sur la bande Sechelt. Il y a les Inuvialuit du Delta du Mackenzie qui ont réglé la leur il y a quelques années. Encore une fois, tout est différent. Il y a le cas des Dénés. Le Conseil des Indiens du Yukon. Les Nishgas en Colombie-Britannique. Le nord de l'Ontario . . .

M. Gervais: Les Indiens de la Baie James.

M. Allmand: Aux alentours de Timmins, il y a . . . En d'autres termes, chaque bande, chaque nation a adopté une façon de faire qui lui est propre. Tous ne sont pas indiens. Il y a des Inuit—ce qui comprend les Cris du nord du Québec . . . Nous sommes au courant de toutes ces revendications. Elles sont toutes légèrement différentes, il n'y en a pas deux qui se ressemblent parfaitement. J'aimerais savoir s'il y a parmi vos membres des tribus qui sont actuellement en train de négocier une revendication territoriale en tablant sur ce dont vous nous parlez dans votre mémoire?

M. Terry: Je ne dirais pas que nous négocions activement, même si certains membres des bandes ont présenté des requêtes dans le cadre du processus global de règlement des revendications pour découvrir ensuite qu'ils ne pouvaient plus sortir de la liste. J'aimerais toutefois vous signaler que notre union a écrit au premier ministre pour lui demander de le rencontrer ainsi que son caucus pour leur présenter notre exposé de position officielle en matière de titres et de droits aborigènes.

Dans ce document, nous étalonnons toutes les initiatives prises par le gouvernement. Il précise clairement dirais-je notre position de départ en matière de revendications territoriales. Nous soutenons que les initiatives indiennes en matière pétrolière, celles qui ont été présentées par le gouvernement, nous ont encore éloignés d'une perspective de règlement du rapport de tutelle qui existe actuellement. Comme nous le décrivions, les fédéraux essaient de nous réduire au plus petit commun dénominateur possible, ce que nous ne pouvons accepter.

Nous allons prendre contact avec le gouvernement pour lui soumettre notre texte et nous allons également nous efforcer